

PREFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE

**DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

Bureau de l'environnement et de la protection des espaces

-----  
Installations classées pour la  
Protection de l'environnement  
-----

**AUTORISATION**

Angers Loire Métropole  
à Sainte Gemmes sur Loire  
Usine d'incinération d'ordures ménagères  
Arrêté complémentaire  
D3 – 2009 n° 243

**ARRETE**

**Le Préfet de Maine-et-Loire  
Chevalier de la Légion d'honneur**

Vu le Code de l'Environnement, notamment ses articles R.512-31 et R.512-33;

Vu les actes administratifs délivrés à Angers Loire Métropole, et notamment l'arrêté préfectoral D3 – 2004 n° 513 du 28 juin 2004, l'autorisant à exploiter une usine d'incinération d'ordures ménagères sur la commune de SAINTES GEMMES SUR LOIRE ;

Vu la demande présentée par M. le Président d'Angers Loire Métropole en date du 10 février 2009, complétée le 10 mars 2009, demandant la réalisation d'essais d'incinération de bois pour une période de deux mois ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 11 mars 2009 ;

Vu l'avis en date du 26 mars 2009 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant les caractéristiques des déchets de bois prévus pour cet essai ;

Considérant que cet essai ne porte pas sur des modifications d'équipements, de traitement, de la nature des déchets ou de valeurs limites de fonctionnement ;

Considérant les mesures prévues par l'exploitant pour la réalisation de cet essai, notamment le suivi de la température au sein du foyer et l'examen intérieur des équipements ;

Considérant qu'il convient d'encadrer les conditions de la réalisation de cet essai ;

Sur proposition du secrétaire Général de préfecture,

## ARRÊTE

### **Article 1** : Essais d'incinération de bois

ANGERS LOIRE METROPOLE, désignée comme l'exploitant, est autorisé pour les installations d'incinération d'ordures ménagères et déchets assimilés, situées sur la commune de SAINTES GEMMES SUR LOIRE, à réaliser des essais d'incinération de bois dans les conditions définies ci-dessous pour un tonnage maximum de 2000 tonnes et sur une durée maximale de 2 mois.

### **Article 2** : Nature et caractéristiques des déchets de bois

Les dispositions de l'article 5.3 de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2004 sont complétées par les dispositions suivantes :

« Pour réaliser la campagne de mesure, les déchets d'emballages autorisés au titre de l'article 1.4 de l'arrêté préfectoral pourront provenir d'une installation classée, sans que l'origine géographique ne soit précisée. L'exploitant est autorisé à incinérer des déchets d'emballages sous forme de bois dans les conditions indiquées dans le dossier du demandeur. L'exploitant devra en outre justifier que les bois utilisés ne sont pas classés dangereux au titre de la réglementation des installations classées. »

### **Article 3** : Condition de mise en oeuvre et de suivi des installations

L'exploitant définit des conditions de mise en oeuvre et de suivi appropriées à ses installations pour la réalisation de son essai.

Cette surveillance repose sur le suivi de paramètres physiques et également d'autres types de contrôles périodiques appropriés permettant de s'assurer de l'absence de dégradation apportée aux équipements. La durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations d'incinération, de traitement ou de mesure des effluents atmosphériques pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées – telle que définie à l'article 9.4.6 de l'arrêté préfectoral – doit être inférieure ou égale à 4 heures par semaine. Il sera mis fin aux essais en cas de dégradation des équipements ou si la durée d'indisponibilité dépasse 4 heures par semaine.

### **Article 4** : Bilan des essais

Dans un délai de trois mois à compter de la fin des essais, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées :

- une synthèse des essais réalisés. En particulier il devra être précisé comment il a été déterminé la charge maximale en bois admissible ;
- une restitution du suivi effectué, des dysfonctionnements éventuellement constatés et les mesures correctives ou préventives mises en place afin de les résoudre ;
- une synthèse de l'autosurveillance, pour les rejets atmosphériques, spécifique aux essais réalisés ;

- la communication du résultat des analyses de rejets atmosphériques effectuées par un organisme extérieur agréé par le ministère en charge des installations classées. Une comparaison des valeurs obtenues par la chaîne de mesurage en place et les résultats de l'organisme agréé ;
- les commentaires de l'exploitant sur le respect des prescriptions de son arrêté préfectoral.

**Article 5** - Un exemplaire du présent arrêté doit être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement par le pétitionnaire.

**Article 6** - Une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie de SAINTE GEMMES SUR LOIRE et un extrait, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise est affiché à la porte de ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par le maire de SAINTE GEMMES SUR LOIRE et envoyé à la préfecture.

**Article 7** - Un avis, informant le public de la présente autorisation, est insérée par les soins de la préfecture et aux frais de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération ANGERS LOIRE METROPOLE dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

**Article 8** - Le texte complet du présent arrêté peut être consulté à la préfecture et à la mairie de SAINTE GEMMES SUR LOIRE.

**Article 9** - Le Secrétaire Général de la préfecture, le Maire de SAINTE GEMMES SUR LOIRE, les inspecteurs des installations classées et le commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le 1 AVR. 2009

Pour le Préfet et par délégation  
le Secrétaire général de la Préfecture

  
Louis LE FRANC

**Délai et voie de recours** : Conformément aux dispositions de l'article L. 514-6 du titre I<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Nantes. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de l'affichage de l'arrêté.